

Nous sommes tous et toutes Renée Good et Alex Pretti

Vendredi 30 janvier, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté un peu partout aux États-Unis contre les agissements racistes de la police fédérale de l'immigration (ICE). C'était aussi le jour choisi par Bruce Springsteen pour se rendre à Minneapolis chanter pour la première fois sur scène sa chanson écrite en quelques heures en hommage à Renée Good et Alex Pretti, tous les deux assassinés par l'ICE dans les rues de cette ville, désormais au centre de la révolte contre la politique criminelle de Trump. Celui-ci a dû, sous la pression de la rue, faire partir de la ville l'infâme Bovino, chef de l'ICE.

« ICE out ! »

Le 23 janvier, c'est une véritable journée de grève générale contre l'ICE qui avait été organisée à Minneapolis conjointement par les syndicats, les groupes religieux et les organisations communautaires. La population était appelée à « ne pas travailler, ne pas aller à l'école, ne pas faire les courses ». Il n'y avait pas eu de grève générale dans cette ville depuis 1934 et dans aucune autre ville des États-Unis depuis 1946 ! Entre 50 000 et 70 000 personnes ont alors manifesté par moins vingt degrés, sur une population de 500 000 habitants. Alex Pretti, infirmier dans un hôpital, était en grève quand il a été abattu : il participait alors à une action collective d'observation, d'alerte et d'interposition pacifique contre les rafles de l'ICE. Ce sont des milliers d'Américains qui s'organisent depuis des mois pour braver la violence d'État et offrir à leurs sœurs et à leurs frères de classe, pourchassés en raison de leur couleur de peau ou de leur nationalité, une solidarité concrète, allant de l'aide matérielle (nourriture, abri, aide à fuir les arrestations) à la confrontation physique avec l'ICE.

Le racisme d'État n'a pas été inventé par Trump

Aux États-Unis, après des siècles d'esclavage puis de ségrégation, on peut toujours mourir très facilement sous des coups et des balles policières quand on est Afro-Américain. Un soulèvement de masse comme après l'assassinat de George Floyd en 2020 (déjà à Minneapolis), porté par le mouvement « Black Lives Matter », avait alors montré que des millions d'Américains ne supportaient plus cela.

Aujourd'hui, c'est un vent de révolte qui se lève

contre l'ICE, notamment responsable en 2025 de la mort de 32 personnes internées dans les prisons spéciales, de véritables camps de concentration, placées sous son commandement. Le témoignage récent du tennisman français Julien Pereira, ressorti amaigri de sept kilos de son internement d'un mois dans un de ces « centres », en a dévoilé un peu l'enfer quotidien.

L'ICE a été mise en place en 2003 par Bush. Ni Obama ni Biden ne l'ont remise en cause durant douze années de présidence démocrate cumulées. D'ailleurs, si en octobre 2025, l'administration Trump annonçait avoir expulsé plus de 400 000 personnes en « seulement » 250 jours, l'administration Obama en avait expulsé 2,5 millions en l'espace de huit ans. Le démocrate Biden avait déporté 270 000 « sans-papiers » lors de sa dernière année de mandat, ce qui constituait un record.

Ici aussi, le racisme d'État tue

Les images de l'exécution de Renée Good par l'ICE rappellent celles de l'assassinat de Nahel par un policier à Nanterre en 2023. El Hacen Diarra, jeune travailleur immigré de nationalité mauritanienne, est mort à Paris le 15 janvier d'un arrêt cardiaque dans les locaux du commissariat du 20^e arrondissement après une arrestation brutale par la police. La vidéo de son arrestation rappelle celle de George Floyd, mort étouffé sous le genou d'un policier. Ici aussi la police tue. Ici aussi, des sans-papiers sont raflés, conduits en centre de rétention et expulsés. Ce ne sont ni Bovino ni Trump qui mènent cette politique, mais Nuñez et Macron, sous les encouragements de Bardella et de Le Pen. Alors, nous aussi, organisons-nous et faisons bloc avant qu'il ne soit trop tard !

On touche le fond

À l'Agence Groupe, les conditions de travail n'ont jamais été particulièrement sympathiques. Mais depuis le 1er janvier c'est carrément la catastrophe puisqu'on nous a enlevé notre principal outil de travail du jour au lendemain. Le logiciel qui nous permettait de vendre des billets a été mis hors service suite à un désaccord commercial avec la société qui le développait. Avec les outils de secours qu'on nous donne, on n'arrive même pas à sauver les meubles. On prend rarement plus de 15% des appels et on ne peut même pas garantir aux voyageurs que les places réservées en 2025 n'auront pas disparu en 2026. Un vrai scandale pour les usagers mais aussi pour les cheminots qui doivent bricoler au quotidien.

Plus de son, plus d'image

Au PAI la direction va bientôt bloquer l'accès à internet de tous les ordinateurs. Seuls les sites utiles au boulot seront autorisés. Ils s'imaginent peut-être qu'on se fait des soirées Netflix quand les chefs ne sont pas là ? Quoi qu'il en soit, on ne pourra pas regarder le prochain discours de Jean Castex puisque ceux qu'on nous envoie par mail sont des vidéos Youtube. C'est surtout ça qui nous rend inconsolables.

Classe Optimum : no kid, no pauvre

SNCF lance une classe « Optimum », interdite aux enfants de moins de 12 ans : pour 180 €, salon privé, places spacieuses et repas servi à table. Optimum, c'est donc « no kid », mais aussi « no pauvre » ! Des transports de plus en plus chers, qui cessent de desservir les gares les moins rentables, et qui proposent des rames sans enfants : on n'en veut pas ! Nous devons revendiquer la gratuité des transports pour que ce service bénéficie à tous ceux qui font tourner la société et non pas pour qu'il remplisse les poches du patronat.

Ne pas les laisser nous exclure de nos transports !

Interdire les enfants dans une voiture, c'est aussi interdire leurs familles, et donc principalement leurs mères (toujours majoritairement en charge des bambins, même en 2026). Pourquoi ne pas rendre les trains kids friendly plutôt ? Avec par exemple une voiture adaptée, comprenant des jeux et des espaces de détente matelassés. Et bien sûr accessible sans payer le moindre supplément !

Mais il faudrait ainsi sacrifier une voiture pouvant être remplie de places assises payantes, hérésie pour les dirigeants de la SNCF !

Déraillement d'Adamuz : rendre hommage sans changer de voie

En réaction à la catastrophe ferroviaire du 18 janvier, chacun affiche sa commémoration pendant que l'enquête avance. 3 jours de deuil pour le gouvernement le 19 janvier, 5 minutes de silence à la RENFE le 20 et une visite royale le même jour. En miroir, les cheminots espagnols organisent une grève du 9 au 11 février pour porter leurs revendications : exiger la responsabilité pénale des responsables des accidents d'Adamuz et de Gelida.

En effet, à rebours des déclarations de pure forme, ils alertaient depuis août dernier que les voies vieillissantes souffraient de nombreux désordres qui provoquaient des pannes à répétition. Dans un contexte de vieillissement du réseau français, n'attendons pas que nos dirigeants versent des larmes de crocodile en notre honneur et exigeons la sécurité de ceux qui sont en première ligne.

Allemagne : une partie des transports en commun bloqués par la grève

Métros, bus et tramways étaient à l'arrêt dans de nombreuses villes, en raison de l'appel à la grève lancé par le syndicat des services Ver.di pour réclamer des hausses de salaire et de meilleures conditions de travail tandis que les trains continuaient de circuler. Au total, près de 100 000 salariés dans 150 entreprises municipales de transport urbain et d'autobus étaient concernés par le mouvement. Les revendications portent notamment sur la réduction du temps de travail hebdomadaire, l'allongement des temps de repos et des primes plus avantageuses la nuit et le week-end. Dans quelques Länder, il est aussi question d'augmenter les salaires, en moyenne autour de 10 %. Des manifestations ont également eu lieu à Hambourg (nord) et à Sarrebrück (sud-ouest). Depuis novembre, des discussions se tiennent entre représentants syndicaux et ceux des entreprises municipales de transport public, mais jusqu'à présent elles n'ont pas abouti.

Gaza : le passage de Rafah rouvert... au compte-gouttes

Israël a rouvert le passage de Rafah entre l'Égypte et Gaza mais dans des conditions drastiques : 50 personnes et six heures d'ouverture par jour. Pour l'instant, pas question de laisser passer l'aide humanitaire internationale. Il est probable que parmi les 22 000 blessés et malades gazaouis qui ont besoin d'une évacuation d'urgence, un grand nombre mourront avant d'avoir pu passer le poste-frontière et aller se faire soigner à l'étranger. L'humanisme sioniste a ses limites...